

SE COMPRENDRE

18 5N 0843 - 7450

N° JAU/48 - 16 mars 1970

LA SYRIE OU LA RÉVOLUTION DANS LA RANCŒUR

par Édouard SAAB

(Paris, 1968, Julliard, 309 p., 8 p. de photographies et 1 carte)

M. Borrmans

Ce livre éminemment documenté et rédigé par un "connaisseur", se lit comme un roman et nous fait comprendre un peu l'originalité de l'histoire syrienne telle qu'elle s'est développée au cours des vingt dernières années. Fidèle au plan même de l'ouvrage, nous en résumerons fidèlement les chapitres et en citerons largement les passages essentiels où l'Auteur semble nous proposer des "clés" pour mieux lire les événements en course

I - Au commencement était la Palestine (pp. 11-41).

Insistant sur "les effets psychologiques de la guerre arabo-israélienne sur les masses arabes", l'Auteur déclare : "Il ne faut pas se faire illusion : au commencement était la Palestine. C'est peut-être l'une des raisons qui porte les Arabes du Machreq et plus particulièrement les Syriens, à se réclamer de deux histoires. L'une finit le 15 mai 1948 et l'autre commence un mois plus tard, le temps d'une guerre éclair, d'un désastre. Mais d'un désastre qui va, semble-t-il, se prolonger dans le temps, puisqu'il sera suivi d'une cascade de malheurs".

Dans cette première partie, l'Auteur narre donc la naissance de l'État d'Israël, ce 15 mai 1948, après avoir rappelé quel fut le rôle et quelle fut la place des Juifs dans l'histoire de l'Islam arabe : d'où les sous-titres évocateurs "Les Juifs, premières recrues de l'Islam" (p. 14), "L'an prochain à Jérusalem" (p. 20), "La revanche d'Auschwitz et des pogroms de Russie" (p. 26), "La Terre promise, tremplin de l'Occident" (p. 35). L'Auteur rappelle ici des dates essentielles : la création et les échecs de l'Armée arabe de libération du général Fawzi Kaoukji (15 février et 4 avril 1948), le retrait des troupes britanniques de l'ensemble du territoire palestinien et la fin du Mandat (15 mai 1948), les phases diverses d'un conflit mal interrompu par une trêve de trois mois (du 11 juin au 17 septembre 1948) qui ne profita qu'aux sionistes, les avatars du Bigbachi Gamal Abdel Nasser assiégé et abandonné dans le village de Falouja, les premiers succès syriens à Samakh, sur le versant oriental de Tibériade, mais l'échec des mêmes troupes syriennes devant le Jourdain infranchissable, enfin l'évacuation du territoire palestinien par celles-ci, en vertu de l'armistice du 18 juillet 1948.

Les Syriens se sont bien battus, "mais ils s'aperçoivent à nouveau de la déficience du pouvoir politique, incapable de s'imposer auprès des instances internationales et de faire face, même sur le plan intérieur, aux besoins de l'Armée, qui a manqué de munitions et de vivres. C'est alors que naissent, dans les esprits et dans les cœurs, les intentions les plus suspectes et les projets les plus audacieux. L'hostilité des militaires à l'encontre des civils est déjà connue... La Syrie vit les derniers jours du régime démocratique. Le Parlement s'enlise dans des débats sans issue... La Syrie, qui s'est toujours voulue le plus révolutionnaire des pays arabes, est incapable de s'accommoder du désastre militaire.

Peuple et armée veulent réagir sans trop savoir comment. Les idées les plus confuses bouillonnent dans les esprits survoltés des officiers éprouvés par l'humiliation et la défaite" ¹.

II - Cinq millions de chefs et personne pour obéir (pp. 43-104)

Cette deuxième partie embrasse l'histoire syrienne de 1949 à 1961, histoire mouvementée déjà, où il est difficile de saisir un "fil directeur". Les sous-titres tentent d'interpréter déjà la signification des "changements" successifs.

a) **Un colonel doué pour l'aventure** (p. 45) ; il s'agit de Husni El Zaim, conjuré solitaire qui réussit, dans la nuit du 29 mars 1949, le premier coup d'État syrien. Formé dans l'armée française, combattant loyal de la campagne de 1948, ce colonel réussit son coup d'État parce que celui-ci correspond à "une réaction militaire et populaire sincère et spontanée, quoique légère, contre la défaite arabe en Palestine". Se prenant trop au sérieux, il ne sera pas "adopté" par les Damascènes, car "depuis Mouawiya, successeur de Mahomet, Damas s'est toujours montré allergique aux hommes du destin, qui se prétendent porteurs d'une vérité révélée et d'une mission suprême". Le colonel El Zaim n'était, "en fait, qu'un valeureux officier, patriote, courageux, à la fois timide et rêveur, peut-être désintéressé, sympathique et bon vivant". Son coup d'État, "qui est dirigé contre le Parti du Bloc National dont le fondateur, Choucri Kouatly, était aussi le président de la République, ne peut composer avec le clan adverse ou Parti du Peuple, connu pour ses tendances favorables au Croissant-Fertile", c'est-à-dire à une union Jordanie, Syrie et Irak (sous un leadership des Hachémites). Classé, malgré lui, parmi les "pro-français" et réduit à l'ouïe, ayant réussi à s'assurer la collaboration de Mohsen Barazi, il tente de correspondre à l'impression que l'on a que "le pouvoir a cessé d'appartenir aux clans et aux partis et que seule l'armée pouvait restaurer le prestige de l'État". Hélas, "le 14 août 1949, il est renversé et assassiné, avec Mohsen Barazi, à la faveur d'un coup d'État pro-irakien effectué par le général Sami Hennaoui`

b) **Le coup d'État de Hennaoui ou le règne de l'agent anglais "Sterling"** (p. 54) ; inspiré et soutenu par un agent anglais, "Sterling", le chef d'état-major Hennaoui dont on dit qu'il "est né pour servir d'agent", se met à la tête de "putschistes qui ont soif du pouvoir et rêvent d'un coup d'État qui ramènerait la Syrie sur la voie démocratique, en restaurant la voie constitutionnelle". Zaim et Barazi seront achevés par Hennaoui et un capitaine, après avoir été abattus à coups de mitraillette. "Au lendemain de cette nuit macabre, le premier acte du général Hennaoui sera de remettre le pouvoir aux civils", se réservant les postes clefs de l'armée. Il s'agit de "venger la Palestine, mais après avoir remembré la nation arabe". "Le Parti du Peuple... remporte l'écrasante majorité des sièges au Parlement et s'apprête à engager le processus qui doit sceller l'union syro-irakienne. Dans toutes leurs initiatives, les Populistes sont approuvés et "couverts" par l'armée de Hennaoui. On était à quelques jours de la fusion des deux armées irakienne et syrienne, qui se préparait dans un climat psychologique très favorable, lorsqu'à l'aube du 19 décembre 1949, un nouveau coup d'État ruine ce scénario. Hennaoui et tous les agents attirés du Croissant-Fertile et de l'Intelligence Service sont arrêtés, le chef de l'État, Monsieur Hachem El Atassi, renvoyé dans sa ville natale de Homs et le pouvoir confié à une junte militaire représentée par le général Faouzi Selou". Après deux mois de prison, Hennaoui pourra s'exiler à Beyrouth, mais il y sera abattu, le 30 septembre 1950, par le neveu de Barazi qui venge ainsi l'honneur familial.

c) **L'ordre nouveau de Chichakly** (p. 64) ; derrière le général Selou se tenait un colonel de la promotion de Husni El Zaim, Adid Chichakly, lui aussi francophile, et le coup d'état avait été financé par les Saoudites, adversaires résolus du Croissant-Fertile. "Avec Chichakly commence ce que les

¹ En 1947 (recensement), les 3.043.310 Syriens se répartissaient comme suit :
- 2.488.901 musulmans répartis en 1.971.053 sunnites (1/2 hanéfites, 1/6 néo-hanbalites, 1/6 shâfi'ites, 1/6 mâlikites), 12.742 chiites duodécimains (comme les chiites de l'Iran), 28.527 ismaïliens (chiites se rattachant au 7^{ème} imâm, avec une vision "émanatiste" de l'existence et du monde) et 325.311 'alawites (ou nusaïris, divinisant Ali, supérieur à Mahomet).
- 96.641 druzes (dissidents musulmans qui divinisent le calife Al Hakim, assassiné en 1021 et pratiquent la restriction mentale, tout en admettant la métempsycose).
- 424.010 chrétiens, catholiques et surtout orthodoxes (4/5) de tous rites et de toutes ethnies.
- 30.873 juifs (et aussi 2.885 yézidis, autres dissidents musulmans)
(cf. L. MASSIGNON, *Annuaire du monde musulman*, Paris, PUF, 1955, pp. 197-206). En 1969, population globale de la Syrie était estimée à 4.600.000 habitants ; il convient d'y maintenir les mêmes pourcentages (musulmans sunnites 65 %, 'alawites 12 %, ismaïliens 1,6 % ; chiites 1 %, druzes 4 %, chrétiens 15 %, divers).

historiens appellent déjà "l'âge d'or des coups d'état en Syrie". Pendant plus de quatre ans, le pays connaîtra une ère de prospérité économique, de grands travaux, de développement, d'urbanisme, de réformes sociales, administratives et surtout judiciaires, qui doteront l'État d'une structure solide, grâce à laquelle il pourra résister aux secousses successives et violentes" qui vont suivre. "L'indépendance des deux pouvoirs, exécutif et législatif, était devenue possible grâce au non-cumul des fonctions de ministre et de député". Mais poursuivi par des opposants de tous ordres ainsi que par les Populistes, Chichakly devra se retirer ou, plutôt, renoncera à la "cassure" de la Syrie en deux (Sud contre Nord) lors de la rébellion de la garnison d'Alep sous les ordres du général Fayçal Atassi et du capitaine Moustafa Hamdoun (le 27 février 1954) : il se réfugie au Liban, puis à Paris, avant d'aller s'établir au Brésil où il sera assassiné par un fanatique druze.

"Le vrai mérite de Chichakly aura été peut-être de s'accommoder au tempérament des Syriens... car l'inconstance et la versatilité politique des Syriens sont sans exemple dans le monde. Il y a chez eux un besoin morbide de changer de conceptions, de méthodes, de système et de gouvernement. On dirait qu'il leur répugne de s'installer dans un régime durable qui fixerait les normes de la vie politique et laisserait à des législateurs le soin d'opérer les réformes utiles au pays. L'historien libanais Jawad Boulos fournit une explication scientifique de ce phénomène. L'instabilité serait le produit de la cohabitation entre sédentaires et nomades, gens de la plaine et de la montagne. C'est bien le cas de la Syrie où le contact entre ces groupes différents est rendu nécessaires par la structure du pays. Il faut longtemps vivre en Syrie avant de pouvoir connaître les Syriens. Le Damascène n'est pas l'Alépin. De même que le Lattaquiote méditerranéen se distingue du Homsiotte, beaucoup plus asiatique. Ne les séparent pourtant que cent ou cent cinquante km. Mais cette courte distance suffit à tout changer. Et le climat, et le dialecte et la végétation et les coutumes et même la démarche des jeunes filles, leur goût vestimentaire, leur conception de l'amour et du mariage.

Le comportement du Syrien étonne, intrigue, exaspère. Le Damascène réfute aujourd'hui la thèse qu'il défendait hier et il le fait avec une telle conviction qu'il entraîne ses interlocuteurs les plus méfiants non seulement à partager son raisonnement mais à oublier les propos qu'il leur tenait la veille. Attablé dans un café populaire de la place Marjé, vous rencontrerez des groupes politiques d'appartenances doctrinales diverses dont chacun vous séduit par ses raisonnements... En quittant ce petit monde en fermentation perpétuelle... vous vous demandez ce qui peut vraiment opposer le nationaliste au populiste, le communiste au frère musulman, le baassiste au marxiste... "L'Alépin est moins souple que le Damascène, mais plus intéressé et de tempérament plus ombrageux. Il va prier à la mosquée ou à l'église, il a grand-peine à retenir ses larmes tant il se laisse emporter par sa ferveur religieuse... Observez-le plus tard négociant une vente de tissus : il fera des faux serments et deviendra irascible, ergoteur et prêt à se battre pour un sou".

d) **La démocratie féodale des populistes et des nationalistes** (p. 69) ; la chute de Chichakly marquait le retour à la vie "constitutionnelle" et le pouvoir est rendu à leurs détenteurs légitimes, le président Hachem El Atassi et les autres, mais "ni le chef de l'État, ni ses compagnons de combat du Parti du Peuple, ni les leaders du Bloc National qui s'associent alors au pouvoir dans un esprit d'unanimité nationale ne sont en mesure de faire face à la situation"... "Le pays est géré par une féodalité d'argent ou par la bourgeoisie des villes... Les suffrages du corps électoral sont acquis, au départ, à des forces traditionnelles, les seules capables de rendre service... Les villes règnent souverainement sur la Syrie, alors même que les trois cinquièmes de la population vivent dans la campagne et se recrutent parmi les paysans... D'ailleurs, le député, qui est à la fois le bay, le chef de clan, le gros terrien, est aussi un homme modeste qui rend service à ses électeurs et leur ouvre sa porte jour et nuit." Choucri Kouatly succède à El Atassi ; les communistes font une brillante "rentrée politique" et leur leader, Khaled Bagdache est élu à l'Assemblée. "Parmi les rares forces civiles organisées qui demeuraient intactes et pouvaient prétendre à un rôle prépondérant dans l'État, il y avait le Parti Populaire Social Syrien. Le PPS, pan-syrien, fondé par Antoune Saadé, tribun à la popularité inégalable, en 1933, avait été le premier à "dépasser" les querelles confessionnelles, à réclamer une "Syrie dans ses frontières géographiques naturelles" (c'est-à-dire le Croissant-Fertile et Chypre inclus) où tous les éléments ethniques (sauf les Juifs) auraient leur place, à condition de se fondre dans un ensemble "nationaliste et laïque" où le militant se dépouille totalement de son appartenance religieuse sociologique. Le PPS envisageait la laïcisation de presque toutes les institutions (suppression des statuts personnels, etc...). En avril 1949, le PPS avait échoué au Liban et son chef y avait été exécuté. En Syrie, beaucoup craignaient de voir derrière cette "grande Syrie" une collusion avec le Croissant-Fertile de la politique impérialiste anglo-Hachémite. En janvier 1955, le PPS fait assassiner à Damas un colonel pro-baassiste, Melki, "ce qui fait déclencher contre lui l'une des plus violentes campagnes répressives jamais signalées dans l'histoire de la Syrie... On ne laissera rien subsister du PPS dans tout le pays". Or c'était, avec le Parti Communiste, la seule force civile qui pût encore assumer dans le pays la responsabilité de l'État et sa gestion".

L'Armée est alors bien obligée de s'intéresser toujours plus à la politique et désormais c'est le Deuxième Bureau, Services Spéciaux de Renseignements, qui, supplantant les autres clans militaires et "répondant aux nouvelles aspirations de la masse de plus en plus séduite par le Nassérisme et les principes qu'il prône, qui "manipule" le pouvoir civil. Celui-ci, d'ailleurs, apparaît de plus en plus, en sa forme, comme un héritage de l'impérialisme, puisqu'il est lié à l'économie libérale et à un monde culturel qui avaient partie liée avec ce même impérialisme occidental. Mais le Deuxième Bureau n'est pas le seul à livrer cette bataille aux "féodaux" : les Communistes s'y consacrent aussi et y réussissent, devenant de plus en plus entreprenants et diffusant partout leur littérature. Toute la Syrie connaît alors un "virement à gauche", y compris dans sa bourgeoisie (cf. Khaled El Azem le "millionnaire rouge"). Un sursaut de prospérité économique dans le monde rural, grâce à une libéralisation des échanges, fait d'autant plus désirer aux masses paysannes une "réforme agraire" qui les ferait accéder aux bénéfices de l'opération... "On confond à présent impérialisme et Occident. Puis, ce sentiment de "xénophobie se "socialise" jusqu'à englober toutes les institutions d'inspiration occidentale".

e) **Le tournant de Suez ou la fin d'une époque** (p. 83) ; Suez, c'est le triomphe de Nasser qui met à la raison Israël, la France et l'Angleterre et se voit promu au leadership du monde arabe (novembre 1956). Le Parti Communiste, en Syrie, renforce alors son action. Khaled El Azem et Salah Bitar vont quêter une aide en Occident et la trouvent finalement, après y avoir frappé en vain à toutes les portes, à... Moscou (accord d'assistance technique et économique du 6 août 1957). En Syrie, tout "bouge" partout et l'armée (général Bizri) va tenter une opération "sauve-qui-peut" d'autant plus que la Turquie et l'Irak se font "pressants" aux frontières. Bizri décide "qu'il faut précipiter la conclusion de l'union avec l'Égypte, même si celle-ci doit se faire à nos dépens", car, dit-il, "nous avons à choisir entre Nasser et une guerre civile". Bizri emmène au Caire (28 janvier 1958) le président Koutly et tous les ministres : ceux-ci essaieront vainement, pendant deux jours, de faire retarder la conclusion des tractations à laquelle prend part enfin Abdel Hamid Sarraj, l'homme fort du Deuxième Bureau dont la présence a été réclamée par Nasser. On sait que l'Union syro-égyptienne, qui avait pris Nasser au dépourvu, fut ratifiée par un référendum populaire, le 22 février 1958 (sur les inscrits syriens, 91,75 % votèrent 99,98 % des votants "pour").

L'union Syrie-Egypte suscite et réveille les nationalismes locaux (1958-1961) (p. 93) ; "la visite du leader égyptien à Damas fut une véritable apothéose. Vint ensuite l'égyptianisation systématique de la province nord de la R. A. U. et, du même coup, les premières déceptions. Les Syriens - peuple foncièrement individualiste, petit-bourgeois dans son écrasante majorité, intelligent, ouvert, d'esprit critique - n'ont rien dans leur histoire, leur tempérament ou leurs traditions, qui les apparente aux Égyptiens". Le malheur veut que "le dictateur égyptien" gouverne la Syrie par personnes interposées : à Damas, il s'est efforcé de constituer un gouvernement d'union nationale, revenant implicitement à la politique des partis traditionnels. Mauvaises récoltes, commerce paralysé, entraves administratives engendrent un marasme et une méfiance que l'on comprend mal... au Caire. Un Syrien dira à Nasser : "Les Syriens s'interrogent. sur l'identité de l'homme ou du parti qui les gouverne. Ils vous ont acclamé... et voilà que surgissent de l'ombre ou de leur tanière ces loups de baassistes qui disposent, au gré de leur fantaisie, des intérêts et de l'avenir du pays". Le fait est que Akram Hourani, leader de Hama et rallié au Baas développe alors une politique "socialiste" dans le domaine rural. Nasser décide alors de "se passer des partis" et mise sur l'homme fort, le colonel Sarraj (il venait de faire désconsiderer publiquement le roi Séoud en évenant et révélant ses complots) : c'est désormais, pratiquement, un "régime policier" qui tente défendre l'Union contre tous ses détracteurs locaux. Et Nasser "las des démêlés des Syriens, laisse faire Sarraj". Désormais l'affrontement se situe entre nasséristes et anti-nasséristes, tant en Syrie que dans les pays limitrophes. Mais, en Syrie, la situation empire de jour en jour et c'est en vain que le maréchal Abdel Hakim Amer vient à Damas pour sauver la situation : de partout, déjà, les "séparatistes" viennent, convergent sur Damas et la tentative de larguer des parachutistes égyptiens sur Lattaquié achève de rallier les hésitants : Amer quitte la Syrie et la séparation de l'union est consommée le 28 septembre 1961, qui ramène au pouvoir le vieux parlementarisme et la bourgeoisie qui le soutient.

III - Le Baas monte la garde (pp. 105-274).

a) **En six heures, cinq drapeaux** (p. 107) ; "rien ne fut moins démocratique que le prétendu rétablissement de la démocratie en Syrie, au lendemain du coup d'état séparatiste. Débarrassées de l'autorité d'Abdel Nasser, les formations politiques syriennes vont se montrer à la hauteur de leur tradition d'intolérance réciproque, incapables de s'unir durablement, de se comprendre, de se supporter". Il y a les socialistes de Monsieur Akram Hourani, aile dissidente du Baas orthodoxe ; il y a le Baas orthodoxe, avec Aflak et Salah Bitar et leurs deux mille militants. Les uns et les autres avaient aidé à l'union puis l'avaient trahie. Il y a les Frères Musulmans, les communistes, le Parti du Peuple du

président Nazem Koudsi, le parti nationaliste de l'ancien président Kouatly, les Ulémas, "et la grande masse des indépendants, des indifférents, des désabusés, ces vrais séparatistes de vocation, qui n'aspirent qu'à la tranquillité de la "Syrie des frontières naturelles" et feront confiance à Maamoun Kouzbari, prototype du bourgeois damascain, doux de caractère, fin d'esprit, mais peu doué pour la lutte politique et les grandes réalisations". Le 28 mars 1962, certains officiers essaieront de remédier "au déviationnisme des bourgeois qui ont arraché à la classe laborieuse les privilèges sociaux acquis sous le régime de l'union" qu'ils ont pourtant brisé le 28 septembre 1961. La Syrie vit dans la confusion, jusqu'à celle des drapeaux qui, parfois, "changent cinq fois, en six heures" à un poste frontière, passant du syrien à l'égyptien et vive versa. L'Égypte et l'Irak se méfient de toute alliance avec la Syrie, car celle-ci "fébrile et convulsive, cherche en vain une voie de salut après avoir transformé toutes les autres en impasse... La nation semble cesser de croire à sa propre vérité puisque les Syriens se considèrent comme les citoyens de la grande nation arabe qui s'étend du golfe Persique à l'océan Atlantique. N'attendant plus rien d'eux-mêmes ils se mettent à la merci d'un coup d'état de plus... ". Le 7 mars 1963 le colonel Hariri (sympathisant baassiste) devait quitter son commandement de la zone syro-israélienne pour gagner une ambassade syrienne à l'étranger, où il était nommé : c'était l'occasion pour lui et ses amis conjurés de se rendre maîtres de Damas et de se rallier les militaires indécis. Son putsch n'avait cependant, au départ, aucune portée idéologique.

b) **Nassérisme et baassisme** (p. 113) ; ici "s'arrête l'histoire des coups d'état classiques", car Hariri, redoutant les nasséristes, tend la main aux baassistes de Monsieur Aflak, Le Baas irakien venait de triompher de Kassem à Bagdad, dans le sang versé ; le Baas syrien, à son tour, avec deux mille militants et quelques dizaines d'officiers, accède au pouvoir à Damas. "Il écartera un à un ses innombrables adversaires, en coopérant avec les uns pour éliminer les autres, mais en prenant soin de ne plus jamais laisser aux vaincus la possibilité de réagir ou de se venger". Le Baas au pouvoir, c'est le règne de la force. "C'est aussi le règne d'un parti décidé à se défendre, à partir d'une position de force". Ce parti à ses méthodes propres, habitué qu'il est depuis longtemps à la collégialité et à la clandestinité. "Marqué par celle-ci, le Baas prend plaisir à entourer ses décisions et ses délibérations, du secret le plus absolu. Il n'est pas bavard. Ce sera l'une de ses qualités maîtresses". Il joue d'abord "les enfants dociles" vis-à-vis d'Abdel Nasser, car "sa montée rapide et peut-être prématurée au pouvoir l'a obligé à composer avec les nasseristes, ne serait-ce que pour se défendre contre la coalition des houranistes, des communistes et bourgeois". Le Baas se rapproche donc du Caire et fait même amende honorable, apparemment, lors des entretiens tripartites (Égypte, Syrie, Irak) des 14, 15, 19 et 21 mars 1963 au Caire qui débouchent sur le Pacte de l'union syro-irako-égyptienne du 17 avril 1963. Le Baas, ainsi, "gagne du temps" et, grâce à ce dialogue de sourds, a les mains libres pour éliminer ses opposants en Syrie et en Irak.

c) **Panarabisme égyptien et syrien** (p. 129) ; le Baas, ayant ainsi manœuvré, peut alors purger l'armée syrienne des éléments nasséristes et profiter de la tentative avortée des derniers d'entre eux (18 juillet 1963) (tentative noyée dans le sang : entre 900 et 400 tués, à Damas, après deux jours d'émeute) pour "prouver sa détermination à défendre à tout prix le régime qu'il a instauré", ce qui lui rallie les plus hésitants des Syriens. Il a d'ailleurs "fait le vide autour de lui"! Le seul ennemi qui lui reste est "l'ennemi du dedans", celui qui a détruit le Baas en Irak, l'esprit de dissension et de faction dans le parti lui-même. Le Baas n'a plus que la Syrie pour faire la preuve de la vérité de ses thèses.

"Il existe un parallélisme très poussé entre le nassérisme et le baassisme version orthodoxe de Monsieur Michel Aflak... Ce sont deux doctrines panarabes, qui se disputent la même clientèle" mais dont les méthodes et les programmes sont très différents. Le nassérisme cherche l'appui des masses grâce à un leader ; le Baas cherche celui de militants grâce à une structure collégiale. Le nassérisme ne sortira guère d'Égypte ou prônera le leadership égyptien ; le Baas, existant en tout pays arabe (où il a sa "direction régionale"), entend bien se situer d'emblée au niveau de "nation arabe" qu'il faut enfin désaliéner du "fractionnisme nationaliste régional" et du "confessionnalisme ethnico-religieux" à courte vue. Le nassérisme est, de fait, discriminatoire envers les minorités non musulmanes ; le Baas, "scientifique et historique", nationaliste et personnaliste à la fois, se veut laïc et arabe sans que l'Islam ne vienne jouer un rôle de premier dans l'affaire, car il entend rassembler tous ceux qui se veulent "arabes", quelle que soit leur race, leur religion ou leur province. "Le Baas, en Syrie, c'est une mosaïque de groupes humains, conçue à l'image du pays et dans laquelle s'insèrent les sunnites majoritaires aux côtés des groupes minoritaires : alaouites, ismaéliens, druzes et chrétiens".

d) **Le Baas, au départ, une doctrine nationaliste et sociale** (p. 137) ; il était né en 1940, dans l'effervescence du réveil du nationalisme syrien. Ses fondateurs, Michel Aflak, un chrétien orthodoxe, et Salah Bitar, un musulman sunnite, appartiennent à la petite bourgeoisie damascène. Le premier deviendra historien et le second mathématicien, après des études supérieures à Paris (1930-1934) où le personnalisme de E. Mounier les séduit. Professeurs, ils animent leurs étudiants de leur esprit et par-

participent à la lutte nationale en 1942-1943. Ils fondent alors le Baas (exactement Ba'ath : Résurrection) parti qui vise à créer un homme arabe nouveau et à rééduquer les masses à l'échelle nationale arabe. Nationaliste, le Baas se situe à gauche ; après son 1^{er} congrès (1947), il préconise des mesures draconiennes pour soutenir la Palestine, y envoyant même une brigade volontaires (1948). La défaite lui permet de dénoncer les responsables : ceux-ci emprisonnent Aflak et Bitar, bientôt relâchés après le premier coup d'état syrien (cf. plus haut).

Pour Michel Aflak, "tranchant, intransigeant, enthousiaste" dans les assises politiques, "le nationalisme arabe du Baas se pose en vérité permanente... :

- Nous croyons que tous les Arabes forment une seule nation, c'est la raison pour laquelle nous avons refusé de limiter notre action à un seul État
- Nous sommes pour une révolution qui commande des changements structurels dans la collectivité arabe...
- Le national et le social se complètent et s'identifient... d'où la dialectique du nationalisme arabe : liberté, unité et socialisme sont trois idées-forces réagissant l'une au profit des deux autres,
- Notre révolution est inter-provinces arabes... "

"Notre nationalisme est fait d'amour et d'abandon, d'accueil et de générosité... Nous avons choisi le neutralisme positif entre les deux blocs". Telle était en 1958 la pensée du Baas.

e) **Du socialisme le plus mitigé au marxisme le plus effréné** (p. 147) ; défenseur de la propriété privée et de l'initiative individuelle, le Baas n'avait guère précisé jusque là son programme social. Les exigences du pouvoir le mettaient en demeure de se prononcer. Le 6^{ème} congrès du parti (Damas, octobre 1963) connaîtra un long débat entre les partisans d'un socialisme intransigeant, dont les positions doctrinales ressortissent au marxisme orthodoxe, et les promoteurs d'un socialisme modéré, pragmatique et, adapté aux réalités syriennes. Pour les premiers, attachés au socialisme en soi, "si l'on se prétend unioniste et si l'on se propose de gouverner un jour toute la Nation arabe, du golfe Persique à l'océan Atlantique, il faudra bien un système économique commun propre à régir toutes les contrées de l'État unitaire", quitte à concéder à la province syrienne un régime spécial. Pour les seconds, fidèles aux thèses initiales, la solution au problème syrien urge immédiatement, or le prolétariat n'y représente que 5 % de la population, 80 % des salariés y dépendent du secteur privé et les banques sont fondées essentiellement sur l'apport des petits épargnants, la société syrienne étant majoritairement "petite-bourgeoise" : on est donc partisan de réformes progressives et d'une collaboration étroite entre secteur public et secteur privé, tout en refusant "l'épreuve du socialisme" que beaucoup redoutent,

f) **Les principes fondamentaux du 6^{ème} Congrès** (p. 154) ; devenu le Parti de la Renaissance arabe socialiste, le Baas y réitère ses thèses fondamentales : unité et liberté de la Nation arabe, personnalité de cette Nation, mission de cette Nation dans l'histoire. En politique économique, le Congrès énonce que "la répartition actuelle des richesses dans les contrées arabes est inique. Elle doit être révisée... L'exploitation de l'homme par l'homme est rigoureusement interdite et sanctionnée. Les entreprises d'intérêt public, les grands moyens de production, les transports en commun sont la propriété de la Nation et doivent être gérés directement par l'État. La propriété agricole est limitée en fonction de la capacité du propriétaire à exploiter seul la superficie qui lui est dévolue, sans recourir au travail d'un autre. L'exploitation agricole sera contrôlée et planifiée par l'État. La propriété industrielle sera limitée en fonction des intérêts de la collectivité et compte tenu d'une équitable répartition des revenus entre employeur et employé... L'État contrôle directement le commerce intérieur et extérieur". Le texte, savamment rédigé, n'avait rien de pro-marxiste et ne pouvait donc effaroucher personne. Tout y était trop dosé et nuancé pour que l'application n'en fut pas rendue difficile. A Bagdad, Aflak voulut dirimer le conflit entre les deux tendances du Baas irakien (fallait-il nationaliser les Banques ou non ?) la direction nationale du Baas se substitua donc à la direction régionale (c'est-à-dire irakienne), mais fut prise de court par le coup d'état du maréchal Aref (18 novembre 1963).

g) **Un prolétariat embryonnaire et une paysannerie envahissante** (p. 161) ; en Syrie, le Baas orthodoxe (Aflak et Bitar, soutenus par le général El Hafez) réussit à se montrer "uni" et commence la mise en œuvre des mesures socialisantes : nationalisations, réforme agraire, etc... , avec l'appui du prolétariat ("le fer de lance de l'État socialiste baassiste", mais une minorité...). Si nombreux sont encore et toujours ceux qui pensent que "ça passera" : commerçants, petits

fonctionnaires, épargnants, fonctionnaires, paysans... se refusent à être considérés comme des "capitalistes". Et puis, la Syrie est si riche ! Pourquoi réduire les propriétés cultivées, alors que l'on pourra distribuer les terres domaniales en friche à tous les travailleurs agricoles désireux de se lancer dans l'aventure du développement (Djézireh et Houran) ; pourquoi nationaliser les entreprises alors qu'une collaboration avec l'investissement privé empêcherait la fuite des capitaux à l'étranger et le marasme de l'industrie comme du commerce ? "L'ultime soubresaut du capitalisme syrien a pris la forme d'une tentative de rébellion des souks qui, partout, ont fait grève en demeurant fermés : "les boutiquiers et les commerçants furent impressionnés par le spectacle de la garde nationale baassiste qui forçait les serrures des magasins et procédait immédiatement à une réquisition de la marchandise et des biens meubles de l'établissement en grève" ; par la suite, ils n'ont plus recommencé. "La fraction du Baas au pouvoir était devenue prisonnière de ses propres slogans. Elle ne pouvait plus justifier sa raison d'être que par cette lutte de classes un peu artificielle qu'elle avait provoquée pour se maintenir au pouvoir".

h) **Dialogue sur la Palestine entre progressistes arabes et Occidentaux** (p. 171) ; la chance du Baas, c'est que "sa politique arabe et singulièrement les relations de la Syrie avec Israël ainsi que l'évolution de ce conflit sur le double plan militaire et économique suscitent des réactions à la fois unanimes, spontanées et sincères ; elles absorbent toutes les attentions et mobilisent l'État", Le Baas a pu, ainsi, définir sa "position doctrinale" par rapport à Israël, "déconfessionnalisant" le conflit pour le fixer dans "son contexte scientifique et moderne". Le Baas se rapproche des milieux palestiniens arabes et accueille en Syrie tous leurs leaders, à quelque tendance qu'ils appartiennent. Son action est méthodique : "d'abord la doctrine, l'information et la propagande ; ensuite la mobilisation des masses, enfin la guerre" si nécessaire. C'est ainsi que le Baas entreprit alors une vaste campagne d'information dans le monde entier pour "expliquer" le fait colonial qui a nom "Israël", "dé-traumatiser" les partis de gauche en Europe et souligner le droit des Palestiniens, comme partie de la Nation arabe, à demeurer en leur province. A la différence des autres leaders arabes, les Baassistes syriens n'hésitent pas à débattre, devant n'importe quel public, du problème palestinien, en le "rationalisant". "Cette conception de la propagande... est le fait exclusif de l'ancien Baas orthodoxe, qui gouverne la Syrie entre le 8 mars 1963 et le 23 février 1966" : c'est l'époque où de nombreux socialistes européens et américains sont invités à Damas,

i) **Les "sommets" ; prélude à la nouvelle guerre arabo-israélienne** (p. 179) ; c'est alors que, devant la décision israélienne de détourner les eaux du Jourdain, Abdel Nasser (qui avait fait savoir, en un premier temps, que la chose ne le concernait pas) propose un Sommet arabe au Caire, le 13 janvier 1964, espérant y trouver une formule transactionnelle pour un "dégagement" de l'Égypte du "guêpier yéménite". Les pays arabes étaient bien décidés à empêcher, par la force si besoin, la réalisation du projet israélien.

j) **Le Jourdain, un fleuve qui devient un front** (p. 190) ; de tout temps, les eaux du fleuve appelaient une régularisation et une utilisation rationnelle : le plan Johnson (1953-55) tendait à répartir également les eaux entre tous les riverains mais avait été finalement rejeté par les Arabes comme trop favorable à Israël. Irriguer le Néguev, c'est automatiquement doubler le taux des immigrants et, donc, renforcer Israël.

k) **Main mise israélienne sur la totalité des eaux du Jourdain** (p. 201) ; les sommets arabes du Caire (janvier 1934), d'Alexandrie (septembre 1964) et de Casablanca (septembre 1965) eurent le mérite d'écartier le spectre de la guerre : tous les conseillers militaires, général Ali Ali Amer en tête (chef du "commandement unifié"), déconseillèrent l'affrontement armé "même si Israël devait s'emparer de la totalité des eaux du Jourdain". Recourant aux moyens pacifiques, les Arabes décidèrent alors de détourner le Hasbani (157 millions de m³ de débit annuel), au Liban, le Baniyas (158 millions de m³), en Syrie, et le Yarmouk (130 millions de m³), en Jordanie. Le Kuwayt devait financer les travaux. Ce contreprojet arabe ne privait Israël que de 55 % du débit actuel du Jourdain (702 millions de m³) : les 45 % qui resteraient à Israël représentaient même un peu plus que ce que prévoyait le plan Johnson. En fait, seule la Syrie commença les travaux et ceux-ci furent constamment entravés et empêchés par les interventions israéliennes. Aux trois Sommets arabes, le baas syrien s'était montré le plus intransigeant : les chefs de Damas pensaient que la guerre risquait alors d'être gagnée et que le temps travaillait pour Israël,

l) **La Syrie change de visage** (p. 208) ; le Baas, civil et orthodoxe, avait mis près de trois ans à régler les querelles et à ramener les militaires à leur place. C'est le 1^{er} janvier 1966 qu'il incarne réellement le pouvoir à Damas. Mais ..."une vieille querelle oppose les chefs historiques du Parti aux deux groupes de militants, les "houranistes" ou partisans de Monsieur Akram Hourani, et les "katriyines", ou régionalistes, représentés par les colonels Jédid et Hatoum". Le premier groupe a été

excommunié, mais les "historiques" doivent composer avec les "régionalistes" ("dont les éléments les plus agissants se recrutent parmi les jeunes officiers de l'armée, notamment les colonels alaouites et druzes"). Pour isoler les "historiques", ces derniers instaurent dans le pays "un socialisme effréné" qui engendre une anarchie économique...

m) **Le socialisme en Syrie : un luxe** (p. 214) ; c'est ainsi que le socialisme se présente en Syrie. En effet, les chiffres de la production, du commerce, du "revenu national" témoignent, en 1964, d'une amélioration générale... La Syrie est assez riche pour supporter toutes les expériences sans en pâtir outre mesure : "l'État syrien peut se payer une expérience socialiste, sans pour autant risquer la faillite ou même l'appauvrissement... L'État syrien est et demeure solvable..., d'autant plus qu'il y a aussi les revenus du "passage du pétrole"... "Le socialisme se développe donc mais avec les tendances freinatrices que l'on a notées chez les modérés, c'est-à-dire les "historiques" (Aflak et Bitar). Razzaz, autre "historique", distingue entre petite bourgeoisie et grosse bourgeoisie et intègre la première dans le "mouvement socialiste". L'effort de reprise en main par les civils de l'appareil du parti et de l'État, en 1966, va très vite se heurter à un obstacle de taille.

n) **L'avènement du néo-Baas** (p. 224) ; le 23 février 1966, en effet, un nouveau coup d'État se produit à Damas qui oppose deux clans opposés du Baas, les "historiques" (et leurs alliés militaires) du Commandement interarabe (l'instance interarabe du Parti) et les "militaires" de la Direction régionale (syrienne) du Parti, soutenus par celle-ci (qui vient d'être dissoute par les "historiques"). Aflak s'est plaint que "l'image de ce parti s'est déformée... On veut, sous couvert du Baas, transformer l'idéologie, la politique, l'organisation et l'éthique du Parti. On accuse les vieux militants d'immobilisme... Certains officiers baassistes ont induit en erreur quelques cadres civils et ont fait miroiter à leurs yeux l'attrait du pouvoir... Ce comité militaire fait donc subir son diktat à l'armée au nom du Parti et au Parti au nom de l'armée. Le gauchisme n'est qu'un prétexte). Suite à cette mise en garde, les "militaires" dénoncés interviennent, "Ce sera l'affrontement sanglant du 23 février 1966... La Révolution baassiste se dévore sur la place publique. Les camarades se liquident à coups de canons et de mitraillettes. Il y aurait eu 200 tués, Le Parti, qui avait eu raison de tous ses détracteurs réunis, le voilà qui se disloque, s'effrite et dépérit". Or, ces colonels sont d'honnêtes militants : "Nous sommes une armée engagée, disent-ils. Avec les civils, nous fusionnons dans le creuset de la doctrine baassiste". Au-delà de l'opposition entre "historiques" et "régionalistes" (colonels Jédid, Hatoum,... et Noureddine El Atassi, chef du nouveau gouvernement), il y a une différence de conception doctrinale du Baas entre deux générations. Les "régionalistes" accusent les premiers de modération et de "réformisme" : eux, ils prônent la lutte des classes dans tous les pays arabes, dans le cadre d'un socialisme international. Le nouveau régime baassiste inaugure à Damas un cycle de nationalisations à outrance, en même temps qu'à l'extérieur il prône un front des pays arabes "progressistes".

o) **Naissance d'une classe sociale** (p. 233) ; ce néo-Baas "n'a pas à s'inquiéter", car il n'y a plus d'opposition "structurée" en Syrie. D'ailleurs "il est l'émanation authentique d'une nouvelle classe qu'il serait difficile de qualifier socialement... " car "au conflit de personnes ou de clans qui oppose Jédid et les néobaassistes d'une part, au groupe des officiers pro-Hafez, solidaire du Baas orthodoxe, et aux colonels Hatoum et Abou Assli (qui se sont retournés contre le néo-Baas pour des questions personnelles) d'autre part, se greffent, consciemment ou non, les divers antagonismes d'ordre confessionnel, régional et surtout social". La "campagne syrienne" a toujours connue une "oppression" essentiellement humaine de la part des villes et des propriétaires fonciers... Bien que la situation du paysan syrien soit infiniment supérieure à celle du fellah égyptien, il faut rappeler que "pendant que les villes syriennes prospéraient autant par le négoce que par les infrastructures modernes. (eau, électricité, etc...) la campagne, elle, dépérissait sous le joug d'un féodalisme politique et psychologique tout à la fois". "Les premiers à avoir remué la campagne et aidé la masse paysanne à prendre conscience de ce qu'elle est et à se constituer en classe revendicative, ce sont, en 1945-1946, les socialistes de Akram Hourani et, après eux, les disciples de Michel Aflak... Le règne de la paysannerie syrienne ne commence qu'avec l'accession du Baas au pouvoir, le 8 mars 1961. L'équipe issue du putsch du 23 février 1966 représente en fait le fer de lance de la révolution paysanne victorieuse, cette fois, de la tendance modérée du Parti, "demeurée citadine par réflexe et petite-bourgeoise. Les néo-baassistes veulent un socialisme authentique et scientifique : il leur faut assurer la "révolution de la classe laborieuse et pauvre, issue en fait d'un régionalisme (syrien) effréné et chauvin" contre tout retour offensif des forces conservatrices ou même simplement réformistes. De là procède leur radicalisme et leur refus des querelles de clans ou de personnes : en septembre 1966, la tentative de sédition du colonel druze Hatoum aurait réussi s'il n'y avait pas eu la "réaction d'ensemble" des néo-baassistes, militaires et civils, car "à Damas même, la rue s'était placée sous le contrôle des milices ouvrières".

"Le Baas, désormais, représente plus qu'un clan dans l'armée, plus qu'une junte, plus qu'une minorité. Ils ne sont qu'une poignée de militants à répondre du pouvoir, mais ils polarisent autour

d'eux les groupes de populations les moins nantis du pays" (au nombre desquels se trouvent surtout les "minoritaires" alaouites, druzes, chrétiens...). Ces populations se sont éveillées à la vie grâce à "l'enseignement progressiste" du Baas ; elles sont maintenant organisées dans "les syndicats ouvriers et paysans que commande Khaled El Joundi", leader peu instruit mais cultivé, qui connaît le marxisme par cœur et a organisé, pour les défendre, une sorte de "garde rouge" : aux heures de danger, "ouvriers, paysans et étudiants, en tenus para-militaire, mitrailleuse au poing, montent la garde à l'entrée des bâtiments publics, aux abords des carrefours et guettent (à Damas) les faits et gestes de la bourgeoisie, pour intervenir sans pitié". S'agit-il là d'une "majorité démocratique" ou de "l'embryon d'une démocratie populaire" ? Désormais "les transformations de structure ont profondément bouleversé la société syrienne et un Ordre nouveau y est instauré" émanant d'une conjoncture sociale, ethnique et économique : "il est l'expression dynamique d'une nouvelle classe qui, après des siècles (d'humiliation), prend conscience de son destin et de ses droits... Que cette nouvelle classe se recrute dans les rangs d'une communauté, qu'elle rallie plus particulièrement les minorités alaouite, ismaélite et chrétienne ou qu'elle soit le produit brut de la campagne syrienne opposée aux villes nanties (et sunnites), ce ne sont là que des constatations qui confirment l'état de fait".

Ce néo-Baas est radical en tout dans sa politique vis-à-vis de l'I.P.C. (Irak Petroleum Company), réussissant à tirer de gros bénéfices d'un pétrole qu'il ne produit pas (pp. 249-256) ; dans sa politique vis-à-vis des autres pays arabes, Abdel Nasser se voyant ainsi débordé sur sa gauche et accusé désormais de "modérantisme" ; dans sa politique vis-à-vis d'Israël, en développant, rassemblant et soutenant la "résistance palestinienne" et en forçant la main à l'Égypte, à la veille de la guerre des six jours (pp. 257-267). On sait ce que fut la guerre de juin 1967 : "l'armée syrienne a refusé de livrer une seule grande bataille qui l'aurait peut-être distinguée... et les brigades d'élite ont été maintenues à mi-chemin entre le front et la ville de Damas, pour protéger le pays tant des ennemis de l'extérieur que de ceux de l'intérieur (pp. 267-274).

IV - L'homme nouveau arabe (pp. 275-304)

L'Auteur achève son livre sur quelques questions posées à "l'homme arabe" d'aujourd'hui, qui dépasse le cadre de l'histoire syrienne, objet du présent livre. Sous les titres : "une troisième croisade" (p. 277), "le culte de la langue arabe" (p. 283), "un personnalisme de fait" (p. 289) et "l'union est à faire et non à refaire" (p. 299), des observations riches de perspectives sont proposées à la réflexion du lecteur comme des Arabes qui vivent encore ce drame d'un "projet" qui leur échappe. S'agissant de la seule Syrie, la conception de l'homme nouveau arabe s'y opère-t-elle ? Toute la question est là.

Conscient du rôle capital de la Syrie dans l'histoire passée et future du Moyen-Orient, l'Auteur est obligé de constater ce qui suit. "Éternelle agitée, éternelle amoureuse, la Syrie ne peut retrouver son équilibre que dans une union arabe à laquelle elle aspire profondément. Or, tout le drame est là : un pays qui forme une entité à la fois géographique, politique et économique et qui refuse de se reconnaître comme tel. Au départ donc, une hérésie historique... Peut-on se permettre de lancer un tel défi à l'Histoire ? Que l'union arabe soit un but et une finalité, nul n'oserait en douter. Mais cette union se fait à partir et peut-être grâce au particularisme de chacune des nations qui s'y engagent". La Syrie devrait accepter d'être d'abord la Syrie, fait historique, avant de viser à quelque chose de plus grand pour s'y intégrer organiquement, et non point dans la confusion. L'Auteur souhaite, en terminant, que les Syriens "se réconcilient d'abord avec leur propre histoire pour être en mesure d'en forger une nouvelle à la mesure de leur rêve",



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--